Jean-Gabriel Carasso (coord.), *L'éducation artistique : un nouvel enjeu pour les collectivités territoriales.*

Autour du spectacle vivant et du théâtre en particulier

Scérén/CRDP pays de la Loire, 2003, 104 p.

Annie Blasco

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1575>

DOI : 10.4000/ries.1575

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 27-30

ISBN : 978-2-8542-0558-9

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Annie Blasco, « Jean-Gabriel Carasso (coord.), *L'éducation artistique : un nouvel enjeu pour les collectivités territoriales. Autour du spectacle vivant et du théâtre en particulier* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 34 | décembre 2003, mis en ligne le 22 novembre 2011, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1575> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1575>

Ce document a été généré automatiquement le 5 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Jean-Gabriel Carasso (coord.), *L'éducation artistique : un nouvel enjeu pour les collectivités territoriales. Autour du spectacle vivant et du théâtre en particulier*

Scérén/CRDP pays de la Loire, 2003, 104 p.

Annie Blasco

RÉFÉRENCE

Jean-Gabriel Carasso (coord.), *L'éducation artistique : un nouvel enjeu pour les collectivités territoriales. Autour du spectacle vivant et du théâtre en particulier*, Scérén/CRDP pays de la Loire, 2003, 104 p.

- 1 Cet ouvrage reprend l'essentiel des interventions d'un séminaire qui s'est tenu à Angers du 12 au 14 novembre 2002 dans le cadre du Pôle national de ressources du théâtre d'Angers, en collaboration avec l'Observatoire des politiques culturelles et l'École nationale d'application des cadres territoriaux du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).
- 2 Ces interventions d'institutionnels et de professionnels engagés dans l'action artistique en France permettent de mieux saisir les enjeux de l'éducation artistique en général (et du théâtre en particulier) et de réfléchir à la notion de territoire (à quel échelon est-il pertinent de travailler en matière d'éducation artistique ? à quel niveau local ?) ainsi qu'aux logiques de partenariats à développer entre institutions et acteurs de la société civile.
- 3 Les interrogations soulevées et les propositions suggérées ont lieu au moment où s'accélère la mise en place d'une décentralisation des actions éducatives et alors qu'est

engagée, comme le rappelle Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles, une mission gouvernementale d'évaluation des actions conduites ces vingt dernières années en matière d'éducation artistique. Est posée bien sûr la question de la continuité des politiques engagées, notamment la généralisation de l'éducation artistique (initiée en 1983) et le devenir du « Plan à cinq ans pour le développement des arts à l'école » proposé en 2000 par Jack Lang.

- 4 La difficulté de développer en France une politique d'éducation artistique est fortement liée aux spécificités de cette éducation. Alors qu'il est reconnu qu'elle contribue à l'épanouissement personnel, qu'elle forme la sensibilité des élèves (même si les études sur l'impact réel restent insuffisantes) et qu'elle est un outil idéal d'accès à la démocratisation de la culture, paradoxalement les politiques d'éducation artistique peinent à se développer.
- 5 L'éducation artistique, précise Jean-Claude Lallias de la Mission arts et culture au ministère de l'Éducation, comprend les enseignements artistiques (inscrits aux programmes), les dispositifs de mise en projet plus ouverts (optionnels ou non), et l'articulation avec des œuvres, lieux, artistes grâce à diverses médiations. Elle n'est donc pas du seul pouvoir de l'Éducation nationale qui doit cadrer en permanence les enjeux culturels de son action et ses démarches, compte tenu du contexte audiovisuel que connaissent les élèves. L'éducation artistique remet en cause les modes habituels de transmission des savoirs en faisant appel à des démarches actives qui impliquent davantage l'élève. Elle se fonde donc sur une logique de partenariat obligeant à penser au temps, aux ressources disponibles, au partage des rôles et aux liens avec les apprentissages scolaires. Concernant le théâtre, il s'agit plus précisément de « faire l'apprentissage d'une intelligence sensible, synonyme d'émancipation, de liberté conquise et d'autonomie critique » par une mise en présence avec les œuvres sur le temps scolaire, par l'expression et l'appropriation des bases du langage théâtral (ceci conduisant à s'interroger sur les éléments fondamentaux que l'école peut et doit transmettre au plus grand nombre) et enfin par l'acquisition raisonnée de références tout en garantissant l'accès aux diverses sources d'information. La question centrale reste donc celle de la formation initiale et continue, une priorité au centre des débats de la table ronde finale.
- 6 Un autre enjeu important est, selon Jean-Marc Lauret (délégation au développement et à l'action territoriale du ministère de la Culture et de la Communication), de concilier l'exigence de qualité et l'exigence démocratique : si l'éducation s'adresse à tous les enfants jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, les institutions culturelles, qui n'ont pas cette obligation, devraient développer des échanges avec les populations des territoires sur lesquels elles sont implantées et notamment les jeunes.
- 7 Il propose de réformer le cadre législatif actuel dans lequel l'État est chargé du contenu des enseignements et les collectivités locales des enseignements artistiques hors temps scolaire :
 - en permettant aux collectivités locales de participer au financement des volets culturels des projets d'établissements ;
 - en créant des espaces pour l'art et la culture dans les établissements scolaires ;
 - en transférant aux régions et départements des compétences liées à la formation initiale et continue des professionnels. Ceci leur permettrait d'harmoniser l'offre de formation et de dégager les communes de ces responsabilités. Elles pourraient ainsi soutenir davantage l'implication des établissements dans l'enseignement artistique en milieu scolaire.

- 8 Hélène Mathieu (directrice de la jeunesse et de l'éducation populaire au ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche), pose justement la question du partage de la responsabilité de l'éducation artistique, le concept d'éducation partagée étant, selon elle, à préciser. Certes, la mission éducative est de fait partagée entre l'État (via l'Éducation nationale pour les apprentissages fondamentaux, la Culture pour l'accès au plus grand nombre et via la Jeunesse et l'Éducation populaire – récemment rattachées à l'Éducation nationale – pour soutenir les formes non instituées de la culture), les associations (qui devraient, selon elle, être reconnues comme de véritables partenaires pédagogiques et soutenues de façon pérenne) et les collectivités locales. Le processus de décentralisation lancé par le gouvernement peut être une opportunité pour partager davantage la responsabilité de l'éducation en développant par exemple les « contrats éducatifs locaux » (CEL) quantitativement et qualitativement ou en créant des espaces éducatifs locaux (regroupements pédagogiques intercommunaux).
- 9 Philippe Teillet, maître de conférences de l'université d'Angers, traite justement de la gestion des ressources culturelles de l'éducation artistique au niveau intercommunal.
- 10 Les enjeux consistent, selon lui, à pouvoir établir en amont des diagnostics issus de concertations avec la société civile, à pouvoir négocier, à s'accorder sur le transfert de compétences et à définir en commun de nouveaux objectifs : assurer par exemple une meilleure cohérence entre l'organisation de l'offre et les pratiques des habitants, accueillir de nouveaux publics ou développer la formation des intervenants. La mise en place de l'intercommunalité culturelle est néanmoins complexe, souligne-t-il, en raison notamment des résistances institutionnelles au transfert de compétences. Mais pour les acteurs de la société civile, elle offre l'opportunité de participer à la définition de projets de territoire et permet de façon plus générale de questionner et réfléchir aux caractéristiques de l'éducation artistique.
- 11 Le témoignage d'expériences réussies comme celle de la classe-théâtre de Beaufort-en-Vallée dont rendent compte Jean-Gabriel Carasso (directeur de l'association l'OiZeau rare et coordinateur du séminaire) et Bernard Grosjean (metteur en scène) fournit des points de repère utiles sur la manière de développer un projet artistique sur un territoire.
- 12 De nombreuses questions sont soulevées lors de la table-ronde. Tout d'abord, celle du sens de l'éducation artistique : d'une part le développement d'une personnalité et d'une sensibilité (à travers une pratique artistique individuelle ou collective et l'apprentissage de techniques, de méthodes), d'autre part le développement d'une approche culturelle : savoir apprécier, comprendre et juger une œuvre.
- 13 Concernant les relations de l'État et des collectivités territoriales, si la concertation existe entre les ministères, entre l'État et les collectivités locales (principalement entre les Directions régionales des affaires culturelles (DRAC) et les inspections académiques des rectorats), la question est soulevée de la pérennisation des actions au-delà des changements politiques, de la continuité des politiques de l'État (objectifs et moyens) et de la cohérence sur un territoire.
- 14 Le mouvement de décentralisation étant en cours, l'État, selon Catherine Giffard, doit se recentrer sur des missions de réglementation, d'évaluation, de formations. Pour éviter « la balkanisation de la vie artistique et culturelle », il serait nécessaire, avance Jean-Gabriel Carasso, de mettre en réseau les expériences développées : un autre rôle pour l'État.

- 15 Pour tous les intervenants, l'enjeu fondamental est la formation (qualifiante et non diplômante) des enseignants, des animateurs mais aussi des élus et futurs fonctionnaires.
 - 16 Au moment où s'organise et se met en place la décentralisation des actions éducatives, ces analyses et témoignages d'institutionnels ou d'acteurs de terrain paraissent autant de contributions utiles.
-

AUTEUR

ANNIE BLASCO

Chargée de programmes, CIEP